

Académie de LILLE
Collège Jean JAURES
Rue Marguerite YOURCENAR
62300 LENS

GRAND DEBAT SUR L'ECOLE

Le grand débat sur l'Ecole s'est déroulé le Mercredi 10 Décembre et le Samedi 13 Décembre de 9 heures à 11 heures .

Le débat s'est articulé autour des trois points suivants :

1. Comment prendre en charge les élèves en grande difficulté ?
2. Comment lutter contre les violences et les incivilités ?
3. Quelles doivent – être les missions de l'Ecole à l'heure de l'Europe ?

Participation : Les enseignants et les personnels ATOSS de l'Etablissement ont refusé de prendre part au débat mais se sont présentés lors de la première séance pour transmettre une motion.

La première partie du débat , animée par M. Nicolas PENIN , CPE regroupait 16 participants, dont 2élèves.

La seconde partie animée par M. Bernard MUTELET , IA IPR Vie scolaire, regroupait 12 participants dont 1 élève.

SYNTHESE DU DEBAT :

QUESTION N°1 : Comment prendre en charge les élèves en grande difficulté ?

Que met – on derrière la notion de grande difficulté ?

La définition peut fluctuer d'un point à l'autre de l'Académie compte tenu du contexte dans lequel nous évoluons.

Une définition possible : « ***L'élève qui n'est pas en capacité de tirer profit de l'enseignement qui lui est dispensé est de fait un élève en grande difficulté*** »

A la difficulté purement scolaire viennent s'ajouter d'autres facteurs d'aggravation : à savoir

- La difficulté sociale
- La difficulté psychologique
- La difficulté comportementale
- Les handicaps physiologiques (la dyslexie par exemple)

Force est de constater que dans les secteurs en REP ou sensibles le collège unique est confronté à des situations qui dépassent les seules compétences pédagogiques et que pour faire face à ces difficultés il est obligé de s'entourer de dispositifs périphériques (classes relais – démissions impossibles ...) pour individualiser et adapter les réponses.

La prise en charge de la difficulté passe par l'écoute des élèves , le dialogue avec l'élève et avec sa famille. On se heurte là à un problème de temps donc de moyens.

Les réponses ne passent pas uniquement par les moyens horaires .

En effet le regard que porte l'enseignant sur les élèves est déterminant (risque d'effet Pygmalion). A cet égard il faut considérer l'hétérogénéité comme une richesse et non comme un handicap. ***Tout élève doit bénéficier du postulat d'éducabilité.***

Il faut accepter les élèves tels qu'ils sont et non tels que nous aurions voulu qu'ils fussent .

N'enseigne –t-on pas trop alors qu'il faudrait enseigner mieux ?

Ne va – t –on pas au delà de ce que la capacité d'attention des enfants peut supporter ?

Est – ce que trop s'apercevoir de la grande difficulté n'enferme pas davantage dans la grande difficulté ?

Les réponses à ces questions passent par deux canaux incontournables :

- La formation initiale des enseignants
- La formation continue des enseignants

Dans le premier cas nous sommes confrontés à une nécessité de revoir le dispositif ne serait-ce qu'au niveau de la formation des professeurs de lettres qui ne savent pas rééduquer les élèves ayant des difficultés de lecture. Les professeurs des écoles de SEGPA savent faire...

Dans le second cas c'est à la fois une question de moyens et aussi une capacité des établissements à planifier les formations susceptibles de répondre aux besoins spécifiques du terrain.

La notion de difficulté étant par nature fluctuante nous devons être vigilants dans le choix des critères d'appréciation du degré de difficulté.

Plus la difficulté est forte et plus les notions d'intérêt, de motivation et de sens de l'effort devront être présents.

La relation avec les familles est capitale. Les parents doivent être des partenaires privilégiés des enseignants.

Etre « Parent d'élève » est un véritable métier et nous devons aider les parents à pouvoir exercer ce métier. (actions avec la politique de la Ville).

Aider les parents à revoir leur système de valeur dans leur manière d'encourager leurs enfants.

Lors des rencontres Parents / Professeurs éviter la « stratégie du filet » garni d'éléments purement négatifs. Privilégier au contraire l'approche positive et constructive...

Faut-il envisager la création de classes passerelles au collège ?

QUESTION N° 2 : Comment lutter contre la violence et les incivilités ?

Le traitement de la violence est l'affaire de tous (toutes catégories de personnels confondus) et c'est un travail de tous les jours.

Le règlement intérieur doit être élaboré par tous et pour tous.

Une application cohérente des règles de vie par les adultes est un facteur de résorption de la violence.

La création d'une cellule d'aide aux personnels nouvellement nommés peut éviter bien des déboires aux jeunes collègues.

Les enseignants dont l'autorité n'est plus naturellement reconnue doivent fonctionner en cohérence avec le règlement (pas de sanctions disproportionnées, des sanctions justes) et intégrer la dimension Educateur à celle de transmetteur de savoirs.

La maîtrise de la pédagogie est sans doute une des meilleures armes contre la violence, en effet l'élève qui est reconnu dans son statut d'élève dérape rarement, l'élève qui ne suit pas cherche à se valoriser autrement.

QUESTION N° 3 : Quelles doivent – être les missions de l'Ecole à l'heure de l'Europe ?

De nombreuses questions sur ce point demeurent sans réponse.

Va – ton vers une mise en concurrence des établissements ?

Comment informer et éduquer sur les choix à venir de l'Europe ?

Le système L.M.D fonctionnant sur le principe de savoirs crédits découpés en unités capitalisables est une première mise en cohérence.

Ne pourrait –on pas étendre ce système et l'adapter au collège ? (pour éviter des doublements)

Les missions actuelles de l'Ecole sont-elles encore en phase avec les enjeux du système éducatif ?

Pendant la période du plein emploi l'école était considérée comme égalitariste et personne ne la rendait responsable de son échec personnel.

De nos jours les choses sont différentes : l'Ecole est censée déboucher sur un emploi être.

Les enseignants culpabilisent devant un état de fait et un enjeu qui les dépassent.

Un des enjeux face à l'Europe est de dispenser un enseignement plus compétitif des langues étrangères.

Nous devons avoir une réflexion sur le devoir de mémoire et la relation entre l'histoire et la mémoire.

Nous devons permettre aux élèves d'origine étrangère d'apprendre leur langue maternelle sans pour autant tomber dans les dérives qui existent.

Dans une Europe où les inégalités sociales sont de plus en plus marquées nous devons maintenir la scolarisation des enfants de deux ans en Maternelle dans un souci de favoriser la réussite de tous nos élèves.

Motion déposée par les personnels du collège Jean Jaurès
au CA du 1^{er} Décembre 2003

Les conditions dans lesquelles se déroule le grand débat sur l'école voulu par le gouvernement ne permettent pas une réelle consultation sur ce sujet important. Nous dénonçons une opération de communication de plus, une diversion sur les problèmes et les besoins réels de l'école. Nous refusons de cautionner un pseudo-débat, un pseudo « diagnostic partagé » qui servira d'alibi à un projet d'orientation sur l'école dont les grandes lignes d'inspiration libérale sont déjà connues voire décidées.

La procédure choisie ignore le vrai dialogue social, la consultation claire des partenaires sociaux, de la communauté éducative, et tourne le dos à ce que doit être un débat citoyen.

Nous voulons une école ambitieuse, ouverte à tous, capable de réduire les inégalités scolaires et sociales, une école libérée des intérêts locaux et particuliers, dans un service public davantage épris d'égalité réelle, transmettant des connaissances solides et renouvelées en toute indépendance.

Nous voulons exercer un métier dans des conditions acceptables, laissant le temps nécessaire à la préparation de cours riches et diversifiés et à la prise en compte des besoins de chacun.

Nous alertons sur les dangers et les illusions de la décentralisation libérale, sur les illusions et les dangers d'une autonomie renforcée des établissements qui mettrait en concurrence les établissements et les personnels.

L'adoption du budget de l'éducation 2004, avec une réduction de 13000 emplois dans le second degré, les déclarations du ministre, justifiant la liquidation du système de remplacement et le recours à la bivalence des professeurs de collège, relèvent de la provocation.

Dans ce contexte, après plusieurs rapports d'inspiration ultra-libérale sur la fonction publique, les mesures déjà prises l'an dernier, le mépris face au mouvement du printemps dernier, ce grand débat n'est pas crédible et suscite scepticisme, suspicion, voire indignation.

Pour ces raisons, nous ne participerons pas à ce débat institutionnel tout en rappelant notre engagement pour une école de la République qui a beaucoup fait progresser le niveau d'éducation et de formation dans notre pays ces vingt dernières années.

Les personnels du collège Jean Jaurès
Refusant de participer au « Grand Débat »